

MARTIN FAYULU

« Tshisekedi parvient-il à dormir ? »

« La résistance continue », assure Martin Fayulu, qui continue de revendiquer sa victoire au scrutin présidentiel congolais du 30 décembre dernier. De passage à Bruxelles, il se confie sur sa stratégie.

ENTRETIEN : OLIVIER ROGEAU

L'état kabiliste ne cesse de se resserrer sur le nouveau président Félix Tshisekedi. Déjà ultramajoritaire à l'Assemblée nationale et dans les assemblées provinciales, la coalition FCC de Joseph Kabila rafle 90 sièges sur 100 au Sénat. La coalition Cash de Tshisekedi ne décroche que trois sièges, un résultat désastreux qui suscite la colère dans les rangs des militants de l'UDPS. Kabila est en mesure de peser lourdement sur la désignation du Premier ministre et du gouvernement. Il pourra aussi choisir, fin mars, la plupart des gouverneurs et vice-gouverneurs de province. La majorité écrasante des pro-Kabila leur permet en outre, le cas

échéant, de lancer une révision de la Constitution et des procédures contre l'actuel chef de l'Etat. De son côté, Martin Fayulu, qui poursuit sa tournée en Europe, continue de revendiquer sa victoire à la présidentielle du 30 décembre. Il se confie avant de participer, ce 21 mars à Bruxelles, à une réunion des leaders de Lamuka, la coalition qui a soutenu sa candidature.

Vous continuez à contester la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle. Allez-vous persister dans cette opposition ?

Nous ne sommes plus dans l'« opposition » puisque nous sommes les gagnants de l'élection ! Si je n'ai pas été déclaré président, c'est seulement →

→ parce que les résultats des scrutins ont été trafiqués. Notre stratégie est de tout mettre en œuvre pour que soit rétablie la vérité des urnes. La résistance continue. Mais je sais aussi que la realpolitik a ses exigences. Si, en définitive, un recomptage des voix n'est pas possible, je propose que de nouvelles élections soient organisées. L'Union européenne a appelé à la convocation de nouvelles élections au Venezuela. Pourquoi n'en serait-il pas de même au Congo ? Nous avons fait des propositions en ce sens. Il faut que la coalition Cash de Tshisekedi, le FCC pro-Kabila et Lamuka puissent se mettre autour d'une table. La Belgique pourrait pousser au dialogue.

Vous accusez les « tricheurs maladroits qui ne savent même pas compter ». Que voulez-vous dire ?

La commission électorale me crédite de 34,8 % des voix, alors que, selon nos calculs, j'en ai obtenu près de 62. Félix Tshisekedi obtient 38,5 %, alors qu'il atteint en fait à peine 18 %. La tricherie est manifeste, mais les tricheurs manquent singulièrement d'habileté. Quand bien même Tshisekedi me devancerait de 685 000 voix, comme le prétend la Céni, c'est insuffisant pour lui donner une légitimité. Car les électeurs de Yumbi, Beni et Butembo, soit 1,3 million de citoyens, ont été privés de choisir leur président, officiellement pour cause de situations sanitaire et sécuritaire précaires. Dans ces régions, fiefs de Lamuka, les habitants auraient massivement voté pour moi. Imaginons même que seulement

« JE PROPOSE QUE DE NOUVELLES ÉLECTIONS SOIENT ORGANISÉES. LA BELGIQUE POURRAIT POUSSER AU DIALOGUE. »

70 % des électeurs de ces territoires aient voté Fayulu, cela me ferait 910 000 voix de plus. Au total, en prenant en compte les chiffres officiels de la Céni, je devancerais Tshisekedi de 225 000 voix !

Au lendemain du scrutin, Kabila, vu le mauvais score réalisé par son dauphin Ramazani Shadari, a

actionné un plan B : avant de s'allier à Tshisekedi, il a sondé vos intentions, mais vous n'avez pas donné suite...

Cela ne s'est pas passé exactement ainsi. Leila Zerrougui, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU à Kinshasa, m'a dit qu'elle pouvait m'organiser une rencontre avec Joseph Kabila. J'ai accepté. J'ai même dit que j'excluais toute idée de chasse aux sorcières, que je respecterais Kabila en tant qu'ancien président devenu sénateur à vie. Mais je n'ai pas voulu que l'entretien se déroule dans sa ferme privée de Kingakati, près de Kinshasa. Je souhaitais qu'elle ait lieu dans une résidence officielle. Je n'ai finalement pas vu Kabila. Puis, des membres de son entourage m'ont expliqué que mes prises de position inquiétaient leur camp. Ils m'ont reproché mes liens avec Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi et m'ont prêté l'intention de vouloir modifier le code minier. Tout cela ne visait qu'à me distraire car, deux jours plus tard, la Céni annonçait la soi-disant victoire de Félix Tshisekedi. Kabila lui a dit : « Voici les résultats de la présidentielle. Fayulu arrive en tête. Mais je peux faire de toi le prochain président ». Tshisekedi a signé l'accord sous la supervision du président kényan.

Que répondez-vous à ceux qui vous conseillent d'être pragmatique, de vous rapprocher de Félix Tshisekedi ?

On peut être flexible, mais il y a des valeurs auxquelles je tiens. Félix Tshisekedi a parlé de « main tendue ». On ne serre pas une main sale. Il n'est pas question de collaborer avec un pouvoir traficoté issu d'une tricherie électorale. Je voudrais que Félix se pose cette question : si son père, Etienne, l'opposant historique dont j'étais proche, était encore en vie, que dirait-il de l'alliance objective conclue entre son fils et Kabila ? Avidé de pouvoir, de gloire et d'argent, Félix Tshisekedi s'est lié au régime rejeté par les Congolais. Ne trouve-t-il pas que le pouvoir a un goût amer ? Que dira-t-il plus tard à ses petits-enfants, lui qui aura été le président choisi non pas par les Congolais, mais par Kabila ?

Comment expliquer le long silence médiatique de vos « parrains » politiques Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi ?

Ce silence médiatique a été convenu entre nous. Il a été décidé que les leaders de la coalition Lamuka appelés à s'exprimer au Congo et à l'étranger seraient, outre moi-même, l'ex-Premier ministre Adolphe Muzito, Eve Bazaïba et Freddy Matungulu. Le peuple aspire au changement. Des régions entières du pays sont plongées dans la misère. On tue tous les jours dans certaines zones de l'Est. Félix Tshisekedi est la marionnette de Kabila, qui tient encore les finances du pays, les forces de sécurité, les provinces... Tshisekedi est tombé dans un traquenard. Parvient-il à dormir ? A sa place, je ne le pourrais pas.

Le nouveau président pourra-t-il s'émanciper de la tutelle kabiliste ?

Joseph Kabila et Félix Tshisekedi ont besoin l'un de l'autre. Comme des joueurs de foot, ils vont se faire des passes. Pour faire croire au peuple qu'il y aura du changement, il y aura un peu de saupoudrage, mais rien de concret pour le citoyen. Si rien ne change dans les mois à venir, il y aura un soulèvement populaire. Tshisekedi n'a pas les moyens de gouverner. Kabila va lui laisser des miettes et va tout faire pour maintenir l'instabilité dans le pays. L'ex-président n'acceptera jamais que son successeur réussisse là où lui-même a échoué. Leur alliance ne peut être comparée à celle du tandem Poutine-Medvedev : ces derniers appartiennent au même camp et sont mêlés aux mêmes affaires. Tshisekedi, lui, a longtemps critiqué Kabila avec virulence. Il l'a même traité de dictateur corrompu.

Certains observateurs estiment que si Joseph Kabila cherche à imposer ses vues, Félix Tshisekedi pourrait, dans moins d'un an, quand la Constitution le lui permettra, recourir à l'arme de la dissolution.

Je ne crois pas à ce scénario. Tshisekedi n'aura pas le courage de dissoudre l'Assemblée nationale. Ce serait sa mort politique. Il sait que sa popularité est limitée : il n'a pas obtenu plus de 18 % des voix à la présidentielle. Alors que le FCC pro-Kabila a raflé 341 sièges sur 500 à l'Assemblée, Cash n'en a que 50, dont 15 à 20 sont, en réalité, des « cadeaux » offerts par Corneille Nangaa, le président de la commission électorale.

L'attitude de la communauté

internationale, qui a fini par reconnaître la victoire de Félix Tshisekedi, vous a-t-elle déçu ?

Elle a choisi la solution de facilité. Au nom de la stabilité du pays, elle a fermé les yeux sur le hold-up électoral. Elle a estimé qu'il ne fallait pas exacerber la situation. C'est un mauvais calcul, car il n'y aura pas de paix en RDC sans vérité des urnes. Ma récente discussion avec Peter Pham, l'envoyé spécial américain pour la région des Grands Lacs, m'a laissé perplexe : suis-je sur Terre ou sur une autre planète ? Les Etats-Unis vont-

ils associer leur nom à la fraude électorale congolaise ? De 1984 à 2003, j'ai travaillé au sein du groupe pétrolier américain Mobil. Je me souviens que l'intégrité y était considérée comme l'une des valeurs importantes. Il est encore temps pour les Occidentaux de se raviser. On me dit que je suis trop émotionnel ! Mais peut-on laisser Joseph Kabila continuer à tirer les ficelles, lui qui n'aime pas le Congo et a mis toute son énergie à détruire l'économie et la cohésion nationales ?

Vous craignez pour votre sécurité quand vous vous déplacez en RDC ou à l'étranger ?

Des sympathisants me suggèrent de faire attention lors de ces déplacements. J'évite les endroits à risque.

Votre popularité au Congo et votre notoriété à l'étranger vous protègent-elles ?

Mon Dieu me protège ! 🇧🇪